

| 1924            |           |
|-----------------|-----------|
| ABONNEMENTS     |           |
| Madagascar      |           |
| Un an.....      | 27 fr. 00 |
| Six mois.....   | 14 : 00   |
| Trois mois..... | 7 : 25    |
| UNION POSTALE   |           |
| Un an.....      | 36 fr. 00 |

ADMINISTRATION  
Avenue Granddier - Tananarive

dresser : correspondances, demandes d'abonnements, publicité et paiements

à l'imprimerie B. FOURGS  
TANANARIVE

Téléphone N° 96

# L'Information

de Madagascar et Dépendances

Bi-hebdomadaire paraissant le Mercredi et le Samedi soir

| LE N° 0 FR. 25                                    |           |
|---------------------------------------------------|-----------|
| ANNONCES                                          |           |
| Légales et Judiciaires, la ligne.....             | 1 fr. 50  |
| Avs réclames, la ligne.....                       | 1 : 00    |
| Commerciales.....                                 | A forfait |
| Les manuscrits insérés ou non ne sont pas rendus. |           |

REDACTION  
Rue de Russie - Tananarive

Adresser tous manuscrits concernant la rédaction

à L'INFORMATION  
TANANARIVE

Téléphone N° 324

MERCREDI  
11  
Juin

## Unguibus et rostro

De l'ordre dans la maison

## PRESSION ADMINISTRATIVE

C'est autour de ces deux mots que gravite toute la question « main-d'œuvre » à Madagascar.

Pour certains cerveaux métropolitains imbus d'idées plus ou moins communistes cette « pression administrative » évoque « l'abus d'autorité » et de là à soutenir que l'indigène est une victime du capitalisme européen il n'y a qu'un pas ou plutôt il n'y avait qu'un pas à faire et ce pas a été fait par les quelques gueulards de l'extrême gauche.

Nous avons vu ici certains de leurs séides venir prêcher « la bonne parole » et par la même occasion escroquer avec le concours de certains fripouillards indigènes quelques dizaines de mille francs dont la destination est restée inconnue.

Pour nous qui ne sommes pas communistes nous traduisons « pression administrative » d'une toute autre façon : c'est purement et simplement « l'application de l'autorité administrative sur la masse des indigènes au bénéfice de ces mêmes indigènes et de la collectivité toute entière ».

S'exagérant dans une juste mesure et dans ce but bien défini, elle est la base de la prospérité de la colonie et l'élément essentiel de l'évolution de l'indigène dans le sens qui lui est le plus favorable.

Si tous les imbéciles qui traitent les colons et employeurs de négriers et de buveurs de sang étaient capables d'analyser les résultats déjà acquis et d'estimer quels en sont les principaux bénéficiaires ils enfourcheraient un autre dada et nous ficherait la paix avec leurs doctrines ineptes.

Comme l'a si bien dit M. Lacaille dans son discours à M. le Gouverneur Général « la nécessité de l'effort n'a pas de racine dans l'âme de l'indigène ».

Son atavisme le pousse au contraire au moindre effort et met donc l'Administration dans la stricte obligation de réagir contre cette tendance à la paresse, qui, si elle était encouragée, comme certains le voudraient, ramènerait en un rien de temps cet indigène à plus profonde misère.

Et oserait-on soutenir dans les milieux subversifs que ce qu'on appelle le « travail forcé » « n'est pas au fond un simulacre de travail » ?

Car si nous comparons les rendements des indigènes et des ouvriers agricoles français nous trouvons pour le 1<sup>er</sup> un coefficient 1 et pour le second un coefficient 4.

Certains de ces esprits malades qui ne savent même pas où est Madagascar en sont encore à l'époque de « l'Oncle Tom », des planteurs de la Louisiane, des chiens dressés à la chasse aux esclaves marrons et toutes autres sottises du même acabit.

Il n'en est pas moins vrai que si ces fumistes avaient le courage de venir faire les colons à Madagascar ils seraient les premiers à réclamer l'intervention administrative pour avoir la main-d'œuvre qui leur serait nécessaire.

Aussi estimons-nous que nous ne devons même pas discuter avec de pareils gaillards dont la sincérité est inexistante.

« L'application de l'autorité » en ce qui concerne la collaboration de l'indigène à la colonisation européenne se résume en une formule très simple.

« Tu as besoin d'améliorer tes conditions d'existence, d'apprendre l'habitude du travail, obligation dont l'humanité tout entière subit la loi. Va chez l'employeur qui a besoin de ton aide, je veillerai à ce qu'il rémunère justement ton travail qu'il te traite avec bonté. »

Est-ce là du travail forcé ? Peut-il y avoir une répugnance quelconque de

la part de l'administration à instaurer et réglementer une telle collaboration ? Aucune qui puisse mériter considération.

Une répugnance s'est manifestée jusqu'à ce jour plus ou moins marquée : la cause en était ou dans une fausse compréhension de l'intérêt de l'indigène ou bien et surtout dans une sainte frousse des gueulards de l'extrême gauche et de leurs séides qu'on n'a même pas osé empêcher de débarquer à la Colonie et d'escroquer l'argent des gasy.

Une chose du reste est acquise à l'heure actuelle : c'est que l'Administration n'a jamais cessé d'exercer cette application de l'autorité pour son bénéfice et en toutes circonstances.

Car le principe des réquisitions est bel et bien en vigueur et il ne se discute plus parce que reconnu indispensable sous peine de voir s'arrêter toute la vie économique du pays.

Que ferait par exemple le Gouverneur Général lui-même si la réquisition ne lui permettait pas de trouver les 80 et quelques bourjanes qui le porteront dans sa prochaine tournée en brousse.

Ferait-il la route à pieds ? Nous ne le croyons pas ! Alors ??

Alors c'est bien simple : il commencerait par dire qu'une lacune existe dans les règlements et que la réquisition doit exister et être appliquée dans la Colonie.

C'est du reste ce qui a été fait par Gallieni et c'est ce qui lui permettra de faire sa tournée autrement qu'à pieds, tout comme cela permet à des centaines de fonctionnaires européens et indigènes de circuler avec leurs bagages et leur famille « pas très utilement toujours c'est vrai », tout comme cela permet de faire transporter la poste en brousse, tout comme cela permet d'exécuter certains travaux, tout comme cela permet de charger les bateaux à Tamatave, tout comme cela permet..... tout ce que veut l'Administration.

Nous estimons donc que de permettre à la colonisation de travailler de progresser, d'enrichir le pays, l'indigène et le trésor, peut sans aucun inconvénient être incorporé dans la liste des choses qui sont rendues possibles par l'application et l'adaptation à ce sujet de l'autorité administrative.

Ou si non, si nous devons être les bêtards de la famille, nous contestons à un chef de canton, à un interprète indigène, à un médecin indigène et à leur famille de circuler sur les épaules d'autres malgaches dont les bras ne pourraient être mis à notre disposition.

Nous demanderons à ce que les fonctionnaires circulent à cheval, à bœufs porteurs ou à chameau s'ils le veulent, mais qu'on fiche la paix à ces mêmes malgaches que nous n'aurons pas le droit d'employer en les payant.

Nous admettons qu'on supprime les courriers de brousse, qu'on ne répare plus les lignes télégraphiques que les routes s'effondrent, que les ponts disparaissent, plutôt que de voir réquisitionner des indigènes que l'on ne voudra pas envoyer chez nous pour sauver une récolte menacée ou entretenir une plantation ou une mine.

Car enfin nous ne pouvons pas tous entrer dans l'Administration pour avoir le bénéfice de la réquisition.

On voit à quelles absurdités, à quelles énormités, la négation de certains principes peut aboutir.

Nous sommes persuadés que notre nouveau Gouverneur Général, pour aussi nouveau qu'il soit dans le pays, s'est bien rendu compte qu'on ne lui demandait rien d'excessif, rien d'abusif, en lui demandant d'instaurer franchement et ouvertement la généralisation d'un principe qui a 30 ans d'existence et qui seul a permis à la Colonie d'en arriver à sa prospérité actuelle et certains indigènes à un bien-être qu'ils n'avaient pu concevoir.

Le principe établi ou plutôt généralisé, ses modalités d'application deviennent fort simples à la condition, bien entendu, de ne pas surs-

timer l'aide que cette main-d'œuvre apportera à la colonisation.

Car la fixation d'un salaire exagéré serait une erreur très grave qui pourrait engager et compromettre l'avenir.

Le Gouverneur Général nous citait l'exemple de certaines colonies de la C. O. A. où des milliers d'indigènes vont chercher fortune dans les Colonies Anglaises voisines. M. Olivier semblait même trouver cela assez logique parce que l'indigène africain était fonné à aller chercher chez nos voisins (et aussi nos concurrents commerciaux ne l'oublions pas) des avantages que les colons français ne pouvaient leur donner.

Cela laisserait donc supposer que la concurrence de l'offre même étrangère étant admise dans une de nos colonies, pourrait l'être tout aussi bien dans la notre, le malgache ayant en principe les mêmes droits que l'indigène de Guinée ou de la Côte d'Ivoire.

Et nous voyons déjà où cela nous mènerait en droite ligne. Mais nous ne pouvons supposer un seul instant que M. Olivier ait pu avoir la pensée de nous exposer à une concurrence de prix que nous ne pourrions soutenir.

En effet nous savons par expérience que les lies voisines dont une est colonie française la Réunion, et l'autre colonie anglaise Maurice, peuvent payer plus cher, beaucoup plus cher que nous dans l'ensemble.

C'est nous-mêmes qui avons provoqué en 1922 le recrutement de 1.500 indigènes par la Réunion.

Nous l'avons fait dans un but tout autre que celui que supposent beaucoup de nos lecteurs ; il s'agissait d'établir qu'il y avait de la main-d'œuvre inutilisée à Madagascar alors que l'Administration soutenait ne pas pouvoir donner satisfaction aux demandes de la colonisation locale.

Nous avons parfaitement réussi à établir ce fait brutal et la même expérience pourra être renouvelée quand on le voudra.

Nous n'ignorons pas en effet que pour 1500 indigènes envoyés à la Réunion plusieurs milliers ont passé la visite médicale. Que sont devenus ceux qui ne sont pas partis ?

Supposons donc un instant que ce principe de la surenchère soit appliqué (si les malgaches le demandaient en vertu de cette liberté qu'on leur a dit leur être acquise) : aussitôt la Réunion et surtout Maurice vont voir reculer les prix. Et le billet de la Banque de la Réunion ainsi que la roupie de Maurice viendront concurrencer notre franc à la baisse et c'est 20.000 indigènes qui peuvent être enlevés à la Colonie à des conditions que nous ne pourrions jamais leur offrir.

Nous nous permettrons même de dire que nous avons eu des sollicitations dans ce sens de certains gros industriels de Maurice.

Si le gasy est absolument libre lorsqu'il a payé sa carte et acquitté ses prestations comme on la lui a tant dit de fois, n'aurait-il pas le droit de se revendiquer de cette liberté pour aller gagner 8 ou 10 frs. par jour à Maurice ?

Pourrait-on l'empêcher tout aussi bien d'aller au Cap ou à Singapour, si vraiment l'autorité de l'Administration française s'avouait caduque et impuissante à lui imposer sa volonté ?

Et vous le voyez comme nous, cela nous oblige à poser cette question : l'indigène est-il vraiment libre ou non ?

Lui a-t-on bourré le crâne pour se faire une propagande de mauvais goût et désastreux pour le pays ou est-il vraiment affranchi de toute tutelle ?

S'il est affranchi, les Mauriciens peuvent venir lui faire des offres sous notre nez en commençant par le personnel du T.C.E. et le personnel des industries naissantes et nous n'aurons rien à dire car soucieux de son intérêt il ira au plus offrant.

Et si nous poussons plus loin, est-ce que l'administration dont le premier devoir, d'après certains, est d'aider par tous les moyens ces mêmes indigènes à améliorer leur existence ne devrait pas elle-même favoriser ce recrutement de Maurice.

Les larmes aux yeux, les chefs de Provinces, tout comme la mère du petit savoyard « Pauvre petit, pars pour la France que te sert mon amour, je ne possède rien » conseilleraient à ces pauvres petits malgaches qui crèvent de faim un peu partout d'aller chercher fortune à Maurice ou au Cap et ils partiraient la *lokanga* en bandouillère et le babakoto sur l'épaule tout comme le petit savoyard emportait jadis son accordéon et sa marmotte.

Nous entendons déjà des hurlements derrière nous « cet animal de Vienne emmanche déjà un recrutement sur Maurice ! oh ! le chameau ! »

Tranquillisez-vous Messieurs les employeurs nos collègues. Nous tenons simplement à démontrer dans quelle voie dangereuse nous pénétrons si une réaction totale ne se produisait pas dans l'esprit de l'administration locale.

Toutes ces fantaisies de liberté, toutes ces inepties néfastes qu'on n'a que trop pronées jusqu'à ce jour doivent subir un enterrement de première classe.

Reprenons sur des bases fermes toute cette question : que l'administration fixe les droits et les devoirs de chacun dans cette œuvre de colonisation qui doit obligatoirement se poursuivre en commun, qu'on joue franc jeu de part et d'autre et quoiqu'en disent les communistes, sans en arriver au travail forcé, ou en arriver à instaurer simplement « le travail » à Madagascar, sans bruit et sans tapage pour le plus grand profit des gasy eux-mêmes.

H. V.

## L'Arrivée

de Monsieur le Gouverneur Berthier, Secrétaire Général de Madagascar et Dépendances à Tananarive.

Samedi soir à minuit trente le train arrivait en gare retardé en cours de route par divers accidents survenus dans la journée à d'autres trains.

Une très grande affluence d'européens et d'indigènes sur le quai de la gare.

Beaucoup de dames n'avaient pas craint l'heure tardive pour participer à cette manifestation de sympathie.

Notre nouveau Secrétaire Général accompagné de Madame Berthier et de Mademoiselle fut reçu à la descente du train par Monsieur le docteur Bérini, Secrétaire Général p. i.

Monsieur le Gouverneur Général s'était fait représenter par ses Chefs de Cabinets Civils et Militaires ; de nombreuses notabilités de la ville étaient présentes ainsi que les membres de la commission municipale et les membres du bureau de la Société la Cigale.

Réception pleine de cordialité, Monsieur Berthier très touché de l'accueil qui lui était fait dut serrer les nombreuses mains qui se tendaient vers lui.

Nous souhaitons la bienvenue ou mieux encore bon retour parmi nous à Monsieur le Gouverneur Berthier ainsi qu'à sa famille.

C'est un vieux malgache qui nous revient investi d'une haute fonction dont il saura se montrer digne. Toute notre confiance lui est acquise et voyons dans le choix que le Gouverneur Général a fait en sa personne un sûr gage de bonne et loyale administration.

Affranchi comme son Chef de toute coterie géante, de toute amitié intéressée, il saura plaider auprès du Gouverneur Général la cause de la colonisation qu'il a appris à apprécier et dont il a toute l'estime.

La maison s'organise et avec la bonne volonté de tous l'ordre y sera bientôt rétabli.

H. V.

## A vendre

Moto Triumph.

En parfait état s'adresser au bureau du journal.

## Par T.S.F. de Bordeaux et S<sup>te</sup> Assise

Bordeaux, le 7-6-24 : France. — Millerand poursuit consultations, reçut hier après-midi Mascaraud, Laffont, Hubert, Peyronnet, Stauss, Borret ; ce matin Landry et Steeg. — En tournoi olympique foot-ball Uruguay battit Hollande deux à un. — Chambre décida hier nomination commission crédits comprenant quarante-quatre membres.

Allemagne : Cabinet Marx obtint Reichstag votre confiance deux cent quarante-sept voix contre cent quatre-vingt-onze. Stresemann prononça hier discours Reich, fit éloge programme experts et leur impartialité et avantages que pourrait en tirer Allemagne : Indique crise crédit exigeait solution et précisions rapport sur procédure chemins de fer, constituait sérieuse garantie pour Allemagne. Affirma, plan experts forme bloc et aucun gouvernement français n'admettrait que Allemagne fit réserves. Déclara ferait possible pour règlement question, occupation militaire en même temps que celle acceptation rapport. Conclut « gouvernement Reich s'est laissé guider en ce qui concerne solution question rapport experts par intérêts vitaux, peuple allemand. Est convaincu qu'il a choisi seul chemin pouvant consolider situation Allemagne et états européens ». France : Dernière heure Gouvernement français désigna Hanotaux, membre commission permanente arbitrale La Haye en remplacement Estournelles de Constant. — Steeg Gouverneur Général Algérie arriva. Millerand reçut matinée députés Landry et Archimbaud Vice-président comité exécutif parti radical socialiste, Fernand Faure Sénateur Girondin déclara sortie Elysée « estime crise ministérielle sera dénouée 24/48 heures ». — Berlin : Presse gouvernementale, socialistes satisfaits vote Reichstag, organe droite déclara petite majorité en faveur gouvernement obtenue seulement grâce artifice de procédure parlementaire. « Germania » dit majorité rallia clairement politique extérieure cabinet Marx, Stresemann voulant aboutir entente loyale avec ex ennemis « Tageblatt » déclare gouvernement peut être satisfait vote, peut se mettre œuvre, négocier avec allies exécution rapport. « Deutsche Zeitung » écrit cabinet n'est pas gouvernement parlementaire et possède aucune autorité intérieure extérieure Devoir tout patriote est le renverser plus vite possible car rien plus néfaste que cabinet sans prestige.

Berlin : Député Kaunitz exclu soirée fraction populiste, pour avoir voté ordre jour modéré demande être adm. s. parti nationaliste.

Moscou : Conseil commissaire ; peuple décidé prohiber entrée monnaie argent ancien régime-Havas-Bordeaux 7-6-24. 21 h. gmt Presse Française. — Président République reprenant consultations reçut matinée Piétri, Landry Archimbaud Faure, Bouysson, Daurias. — Steeg arriva de Marseille fut reçu Millerand après-midi. Paris 7-6 h. 55. — François Marsal accepte former cabinet. Havas-Bordeaux, chambre élirent commission crédits remplaçant provisoirement commission budget, commission examinera proposition déposée dans but opposition présidence république par Moutet au nom cartel gauches tendant suppression budget normal remplacé par douzièmes en vue obliger gouvernement demander chaque mois crédits nécessaires, commission comprenant 37 membres cartel opposition 7 élit Herriot président, Chautemps rapporteur général.

Angleterre : Cha. libre commune discuta traité Lausanne-Lloyd George protesta contre fait ancien gouvernement conservateur conclut traité sans consulter dominions Macdonald déclara moment venu étudier mécanisme assurant politique extérieure impériale unie—Etude création comité qui sera organe permanente conférence impériale. — Grève Londres ouvriers électriciens et employés transports s'étendait, gouvernement examine situation.

Allemagne : Reichstag vota ordre jour partis modérés approuvant 247 voix contre 185, Marx favorable adoption rapport experts.

Albanie : Situation gouvernement albanais serait critique, colonnes révolutionnaires auraient occupé Berat, encercleraient Tirana, bataille se poursuit Agrinda. Marsal portera mardi chambre message présidentiel, présentera ancien programme, démissionnera aussitôt vote favorable ou défavorable. Millerand. — Marsal assure concours nécessaires, Magino Fabry garderait, guerre, Colonies.

Rome : Chambre discuta réponse discours trône adopta 361/107 motion confiance utile Delacroix, Mussolini affirma maintiendra milice fasciste, insista règlement réparations, assura gouvernement abstiendra décrets lois, soumettra toutes questions Chambre.

Berlin : Industriels miniers conféreront 12,6, Dusseldorf prolongation accords expirant 15/6 socialistes réuniront congrès 14/6 — Vienne : Ministres réimpront chambre ; Seipel Gruenberger, Kienboeck partirent Genève participer S. D. N.

Belgrade : Recoltes albanais occupent nord Albanie région Malesia, combats continuent rivière Metia, gouvernementaux résistent acharnement — Barcelone : 202 avocats refusant publier guide judiciaire langue castillane condamnés chacun 500 pesetas François Marsal déclara journaux message Millerand sera nullement message démission mais exposera rôle constitutionnel président, rappellera efforts former cabinet gauches, mettra parlement devant responsabilité ; Marsal précisera ensuite brièvement attitude gouvernement, conclut existe aucune crise, y a lieu aucune émotion, tout déroule régulièrement, clairement, constitutionnellement « Petit Parisien », Rotterdam saisit convoi origine américaine destination Allemagne contenant soit disant fusils chasse, mais réalité mitrailleuses, cartouches.

Bordeaux 8/6/24 : France : Président République termina consultations en recevant M. Steeg. Sur son refus constituer Millerand confia cette mission à sénateur François Marsal ministre finances dans cabinet démissionnaire « Journaux » annoncent nouveau ministère se présentera mardi devant chambres porteur message explicatif président république sur question présidentielle. Débat s'engagerait im médiatement. Bureaux chambre élurent hier commission des crédits. 37 membres sur 44 appartenaient cartel gauches. Président Herriot.

Etats-Unis : réponse Etats-Unis à protestation japonaise remise hier. Document maintient en termes courtois droit Etats-Unis à réglementer leur immigration.

Roumanie : presse dément troubles Roumanie. Présumé coup état général Averesco se réduit à manifestation, parti du peuple qui déroula dans calme absolu.

Italie : parlement vote confiance, Mussolini 363 voix contre 107. Molititi vota faveur gouvernement.

13 h. 20 GMT : François Marsal reçut Reibel, Louis Dubois, Misoffe, Flaudin, Lefebvre Duprey, Landry, Jourdain, trois derniers déclarèrent acceptent collaborer François Marsal.

5 h. GMT. François Marsal déclara crise doit dénouer façon donner étranger impression France sait garder calme même heures gravissimes, déclaration ministérielle abstiendra tout programme, bravera poser confiance, mais si par hypothèse, triomphait Marsal exposerait programme complet intérieur, extérieur déclara matin tenir avant tout crédit France qui évène nant quelconque doit même pas effrayer crédit matériel, crédit moral doivent tenir hors lutte. Ere nouvelle, croit savoir député bloc gauches disposera demain motion disant chambre refuse entrer contre ministère.

Journaux Constantinople : délégués conférence Mossoul partent aujourd'hui. 3 h. 30 GMT. Havas Amérique sud.

Journaux Lisbonne : aviateurs mutins ; réditionnèrent.

Bordeaux 9/6/24 : 13 heures. France : Ministère François Marsal constitué. François président conseil avec il l'ancien, Ratier justice, Lefebvre Duprey affaires étrangères, de Sieves intérieur, Maginot guerre, Désiré Ferry marine,